



PREMIER PLAN



Les étudiants boycottent les cours pour protester contre l'arrestation, le 19 mars, d'Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul. MARIE THON / HANS LUCAS

L'écrivaine turque **Ayfer Tunç** fait partie des intellectuels qui appellent à soutenir la mobilisation en cours depuis le 19 mars. Elle revient sur la signification profonde de la colère qui secoue le pays.

« C'est le premier grand mouvement social depuis Gezi, en 2013 »

Istanbul (Turquie), envoyé spécial.

Après les artistes turcs, les écrivains se sont également mobilisés et ont rendu publique une déclaration, signée par plus de 200 d'entre eux, intitulée « Nous aussi, nous sommes dans la rue ! ». Ils affirment vouloir lutter contre l'injustice par la force de la parole et de la plume. « *La voix qui s'élève aujourd'hui dans la rue est une objection légitime de notre peuple et de notre jeunesse aux injustices persistantes et à l'anarchie systématique.* » Ayfer Tunç, écrivaine, dont deux romans ont été traduits en français (1), a lu cette déclaration devant le musée Orhan Kemal d'Istanbul.

Que disent de la société turque les manifestations en cours auxquelles participe la jeunesse ?

Il faut d'abord penser la Turquie dans son contexte historique. Ce que traverse le pays aujourd'hui n'est pas une situation inédite. Contrairement à d'autres pays du Moyen-Orient, la Turquie possède une véritable tradition démocratique. Vous savez, elle fut l'un des premiers pays à accorder aux femmes le

droit de vote et d'éligibilité, avant même plusieurs pays européens. Cela signifie que l'apprentissage de la démocratie a commencé

beaucoup plus tôt qu'ailleurs dans la région, où, il faut bien le dire, on ne peut toujours pas parler d'un véritable système démocratique. Rien de ce qui se passe en Turquie ne peut être compris indépendamment des dynamiques mondiales. Après la Seconde Guerre mondiale, les avancées démocratiques à travers le monde ont trouvé un écho ici également, notamment dans le processus qui a conduit à la Constitution de 1960. Le mouvement de 68 y a aussi eu des répercussions importantes, avec l'essor des mouvements de gauche, qui sont même allés jusqu'à frôler l'accession au pouvoir. Puis, avec la chute du mur de Berlin, on a assisté au passage d'une politique de classe à une politique identitaire, partout dans le monde. On observe cette même évolution aux États-Unis et en Europe. Ce que nous voyons aujourd'hui en Turquie, c'est en quelque sorte l'échec de cette politique identitaire.

Les conservateurs populistes, pour rester au pouvoir, ont besoin de diviser la société. L'AKP (Parti de la justice et du développement), arrivé au pouvoir en 2000, a fondé sa stratégie sur deux piliers : la politique

identitaire et la polarisation sur toutes les questions. Mais cette polarisation est artificielle et, dès que la population s'est rendu compte que ses intérêts étaient en danger, elle a commencé à se détourner de ce jeu de division. En ce moment, dans les rues, on voit des gens de toutes les classes sociales, de tous horizons, unis avec les jeunes. Ce ne sont donc pas seulement des manifestations de jeunesse, mais bien un soulèvement partagé. Il était prévisible que, après la pandémie, le monde entre dans une période de grand désordre, à la fois économique et social. Un siècle s'est écoulé, et il devient nécessaire de redessiner le Moyen-Orient. L'histoire syrienne entre dans une nouvelle phase. Des négociations sont engagées avec les Kurdes. Un nouvel ordre mondial est en gestation. Mais il ne s'accompagne pas d'un progrès économique équivalent. C'est un phénomène global. Selon moi, ce n'est pas seulement la Turquie, mais le monde entier qui est au bord de bouleversements majeurs.

Prenons l'exemple de l'Europe, où l'on observe également un recul de la pensée démocratique. Des dirigeants populistes et d'extrême droite accèdent très rapidement au pouvoir. Pourtant, là aussi, une partie de la population, notamment les jeunes ou ceux qui rejettent ces politiques, semble prête à descendre dans la rue. En parallèle, les dictateurs s'efforcent de consolider leur pouvoir par tous les moyens.

Les événements en Turquie ne sont pas des phénomènes isolés. Ils s'inscrivent dans un mouvement mondial de remaniement. Nous vivons une période de transition, sur les plans économique autant que démocratique. En Europe, on assiste à la montée d'un autoritarisme populiste, mais dans le même temps, les peuples sont en alerte. Des millions de citoyens sont prêts à défendre la démocratie.

Dans ce mouvement, vous avez été porte-parole de la déclaration des écrivains. Les intellectuels jouent-ils toujours le même rôle qu'auparavant ?

Hélas, non. Après le coup d'État de 1980, une hostilité systématique envers les intellectuels s'est installée en Turquie. Cela fait partie intégrante des politiques populistes. Le populisme a besoin de désigner des ennemis, et les intellectuels en font partie. Il ne s'agit pas toujours de les attaquer frontalement, mais de les discréditer, de les dévaloriser. Et c'est exactement ce qui s'est produit en Turquie. À mon avis, le dernier écrivain dont la parole avait du poids aux yeux de la société, qui était écouté et que l'on pouvait suivre, c'était Yachar Kemal. Depuis lui, il n'y a malheureusement plus de figure intellectuelle capable de mobiliser la société. Cela ne s'explique pas uniquement par les transformations politiques en Turquie, c'est aussi lié à une évolution mondiale.

Je crois que la perte de valeur des intellectuels est un phénomène global. S'il n'émerge plus de figures comme Sartre ou Camus, c'est bien que les intellectuels n'exercent plus aujourd'hui la même influence sur la société qu'autrefois.

Il semble qu'on assiste à la confrontation de deux mondes et de deux façons de voir avec deux figures invoquées, celle

d'un nationalisme laïc, Atatürk, d'un côté, et, celle d'un islamonationalisme du président actuel de l'autre côté. Est-ce réel ? Ces figures ne sont-elles pas dépassées ?

Ce n'est pas une affaire close, bien sûr que non. Mais on observe que l'opposition à Atatürk s'affaiblit rapidement. En réalité, au lieu de remettre en question le kémalisme, les politiques de l'AKP l'ont paradoxalement renforcé. La

nouvelle génération est devenue plus kémaliste, plus attachée à Atatürk, tout en étant moins encline à s'exprimer publiquement. Dans le cadre de la politique identitaire en Turquie, on trouve, d'un côté, les Turcs laïcs, occidentalisés, urbains, tournés vers l'Europe, et, de l'autre, une identité conservatrice mettant en avant les valeurs islamiques. Mais il ne s'agit pas d'un islam pur et strict, qui est très minoritaire. La majorité est



KALEP AGENCY

AYFER TUNÇ
Écrivaine

simplement conservatrice et attachée à certaines valeurs religieuses.

Je voudrais citer une phrase entendue lors d'un micro-trottoir en Turquie qui m'a beaucoup frappée et qui, selon moi, résume bien la situation actuelle. Une femme voilée, manifestement issue de ce milieu nationaliste et conservateur, a dit ceci : « *Nous avons deux leaders : notre leader national, c'est Atatürk ; notre leader spirituel, c'est Mohammed.* » Puis elle a ajouté : « *Je ne connais que deux Mustafa : Mustafa Kemal Atatürk et Mohammed Mustafa.* »

Je trouve cette déclaration très révélatrice. Elle montre que l'amour pour Atatürk, que l'on avait cherché à éteindre artificiellement dans ces milieux, renaît aujourd'hui. Même si ce n'est encore qu'une étincelle, elle est bien là. Dans cette frange de la population qui se définit comme nationaliste et conservatrice, on perçoit clairement une volonté de réhabiliter Atatürk, de ne pas le piétiner, de lui redonner une place à part.

Comment voyez-vous l'évolution possible de ce mouvement ?

Je vais vous répondre de manière tout à fait personnelle, sans mêler à cela de prédiction politique. Selon moi, ce mouvement trouve son origine dans Gezi (protestation en 2013 qui a démarré dans le parc du même nom à Istanbul et s'est propagée à toute la Turquie - NDLR). C'est le premier grand mouvement social depuis Gezi, et même, il me semble, plus vaste encore. Ce n'est pas un soulèvement limité aux étudiants ou aux jeunes : il réunit aussi des personnes âgées et des gens de tous les horizons.

Si l'économie turque allait bien, ce genre de mobilisation se serait éteinte très vite. Elle n'aurait même pas eu lieu. Si la situation économique du pays était meilleure, le CHP (le principal parti d'opposition) ne serait même pas perçu comme un rival crédible. Aujourd'hui, l'économie va si mal - et il n'y a aucun signe d'amélioration - que je suis convaincue que ces

L'AKP au pouvoir a fondé sa stratégie sur deux piliers : la politique identitaire et la polarisation.

mouvements vont continuer en s'intensifiant.

Je dis souvent à mes amis : nous sombrons très vite dans l'abatement, mais nous nous relevons tout aussi vite. Un pays qui a su créer une république à partir de rien peut se reconstruire encore. C'est tout à fait possible. Mais ce ne sera pas facile, car nous vivons à l'ère des dictateurs. Pas seulement en Turquie, le monde entier traverse cette époque. La vraie question, à mon avis, est celle-ci : qu'est-ce qui mettra fin à cette ère ? Est-ce que ce seront les graines que l'humanité a elle-même semées, l'intelligence artificielle ou la crise climatique, qui se retourneront contre nous ? J'entre là dans des considérations futuristes, mais je ne sais pas si c'est cela ou la realpolitik actuelle qui précipitera la fin. Je ne peux pas le dire. Mais une chose est sûre : ce qui se passe en Turquie ne va pas s'arrêter. Car le grand problème de la jeunesse, c'est l'absence d'avenir. Il n'y a plus de lendemain.

Avant le coup d'État militaire de 1980, même si le sang coulait dans les rues, les gens croyaient à demain. Personne ne pensait qu'il allait avoir faim ou sombrer dans la misère. Aujourd'hui, les retraités ont faim. Certains se suicident, incapables de joindre les deux bouts. Les étudiants ne savent même plus à quoi leur diplôme pourra servir. Une proportion énorme de jeunes, au chômage, restent chez eux sans rien faire et les estimations parlent de plus de 30 % des jeunes concernés.

Les formes d'expression politique, elles, peuvent changer à tout moment. Il se peut que le mouvement soit réprimé à court terme, mais, sur le long terme, je suis convaincue que la Turquie mais aussi le monde entier vont changer. Car s'il ne change pas, il disparaîtra. C'est aussi simple que ça. Si les machines font tout, qui paiera les humains ? ■

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE BARBANCEY
TRADUCTION : ESIN ILERI**

(1) *Nuit d'absinthe*, Galaade, 2013,
la Passagère des neiges, Zulma, 2025.